



Trésorerie : de nouvelles menaces



Mercredi 7 octobre 2015



En juillet dernier, une délégation de la CGT Finances Publiques 31 était venue alerter et soutenir les élus du Comminges face à cette menace de fermeture.

Le 22 septembre dernier, un comité technique local était convoqué par la direction régionale des finances publiques de Haute-Garonne. «À l'ordre du jour, il était prévu la mise en œuvre de la démarche stratégique dans le département avec notamment la fermeture de la trésorerie de L'Isle-en-Dodon au 1er janvier 2016», précise Boris Beaudoin, secrétaire CGT Finances Publiques 31, qui poursuit : «Suite au boycott de trois organisations syndicales, ce CTL ne s'est pas tenu. Le 28 septembre dernier, le CTL s'est tenu en deuxième lecture. La CGT Finances Publiques 31 a porté la mobilisation des élus (nombreuses délibérations ou interventions d'élus) et de la population contre la fermeture de la trésorerie de L'Isle-en-Dodon. La direction est revenue sur sa volonté de supprimer un emploi budgétaire à la trésorerie. **Sous la pression, elle ne licencie pas l'emploi «Berkani» de la personne qui faisait le ménage à la trésorerie. Jusqu'à maintenant, la direction n'avait jamais évoqué cet emploi, espérant que la CGT ne s'en occupe pas. Elle essaie de vendre aux élus le maintien d'une permanence à L'Isle-en-Dodon deux heures, 2 fois par semaine. C'est inacceptable !** »

Aspet et Aurignac concernées à terme

Après insistance de la CGT, l'administration a confirmé son projet initial de fermer trois trésoreries au 1er janvier 2016 : L'Isle-en-Dodon, Aspet et Aurignac. Après des «arbitrages internes et externes», notamment l'intervention de Carole Delga, le directeur a retiré, pour cette année seulement, les fermetures d'Aspet et Aurignac.

Demain si L'Isle-en-Dodon ferme, ce sera le tour des trésoreries d'Aspet, Aurignac, Villefranche-de-Lauragais ou Nailloux.

Malgré le vote unanime des organisations syndicales contre ce projet, la fermeture de la trésorerie est maintenue dans l'attente de la décision finale du Premier Ministre. C'est un véritable passage en force, un déni de démocratie sociale, jetant d'un revers de la main la mobilisation des élus, de la population et de la CGT. **La CGT Finances Publiques 31 demande un moratoire sur les restructurations et va continuer la mobilisation pour l'abandon de cette fermeture !** »

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne

Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>

cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr